

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>76</b>	<b>4</b>

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Service des  
Assemblées - Pôle Métropolitain CAP AZUR  
- Désignation des représentants

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
---

N° Enregistrement : CC.2020.009

Date de la convocation :

**Le 09/07/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **23 JUL. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 17 juillet 2020**

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

**ABSENT :**

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

Les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), Pays de Grasse (C.A.P.G.), et la Communauté de Communes Alpes d'Azur ont souhaité travailler ensemble afin de dynamiser l'Ouest des Alpes-Maritimes, de renforcer la qualité des services publics et de rationaliser les moyens, en vue de réaliser des économies d'échelle pour une meilleure performance publique.

Ces quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) ont donc décidé de créer un Pôle métropolitain chargé de mettre en place des stratégies communes, de mener des actions pertinentes et cohérentes autour d'actions déléguées définies d'intérêt métropolitain, tout en conservant les identités et la souveraineté de chacun des territoires qui le compose.

Ainsi, par délibération n° CC.2018.003 du 19 février 2018, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la création du Pôle Métropolitain CAP AZUR entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et la Communauté de Communes Alpes d'Azur.

VU la délibération n° CC.2018.128 du Conseil Communautaire du 28 juin 2018 portant dénomination du Pôle et approbation définitive des statuts ;

VU la délibération n° CC.2018.129 du Conseil Communautaire du 28 juin 2018 portant désignation des représentants de la CASA au sein du Pôle ;

VU l'article 11 des statuts du Pôle Métropolitain sur la composition du Conseil Métropolitain ;

CONSIDERANT que conformément aux statuts, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis dispose de 7 sièges ;

CONSIDERANT que chaque EPCI doit décider si un délégué suppléant est rattaché nominativement à un délégué titulaire ou pas ;

CONSIDERANT que le mandat des représentants au sein des organismes extérieurs tels que les syndicats prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, soit aujourd'hui ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les nouveaux représentants titulaires et suppléants de la CASA au sein du Conseil du Pôle Métropolitain CAP AZUR pour le nouveau mandat.

Après avoir lancé un appel aux candidatures, les élus ci-dessous se sont présentés :

Titulaires	Suppléants
Jean LEONETTI	Jean Bernard MION
Kevin LUCIANO	Jean Pierre MASCARELLI
Lionnel LUCA	Michel ROSSI
Joseph CESARO	Gérald LOMBARDO
Jean-Pierre DERMIT	Frédéric POMA
Thierry OCCELLI	Jean-Pierre CAMILLA
Éric MELE	Gilbert HUGUES



Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner les sept délégués titulaires et les sept délégués suppléants de la CASA pour siéger au sein du Conseil du Pôle Métropolitain selon la liste ci-dessus ;
- de décider que les délégués suppléants ne seront pas rattachés à un délégué titulaire.

Conformément à l'article 10 de la Loi n° 2070-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020, « l'organe délibérant d'un EPCI peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5711.1 ».

Aussi, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de désigner les sept délégués titulaires et les sept délégués suppléants de la CASA pour siéger au sein du Conseil du Pôle Métropolitain selon la liste ci-dessous :

<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
Jean LEONETTI	Jean Bernard MION
Kevin LUCIANO	Jean Pierre MASCARELLI
Lionnel LUCA	Michel ROSSI
Joseph CESARO	Gérald LOMBARDO
Jean-Pierre DERMIT	Frédéric POMA
Thierry OCCELLI	Jean-Pierre CAMILLA
Éric MELE	Gilbert HUGUES

- que les délégués suppléants ne seront pas rattachés à un délégué titulaire.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 17 juillet 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes  
Direction des Elections et de la Légalité  
Bureau des Affaires Juridiques  
et de la Légalité

Nice, le 21 SEP. 2018

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE LA DÉNOMINATION DU PÔLE  
MÉTROPOLITAIN ENTRE LES COMMUNAUTÉS D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS, CANNES PAYS DE LÉRINS, PAYS DE GRASSE ET LA  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES ALPES D'AZUR**  
**EN**  
**PÔLE MÉTROPOLITAIN CAP AZUR (CÔTE – AZUR PROVENCE)**

Le préfet des Alpes-Maritimes

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-5, L.5211-20, L.5711-1 et L. 5731-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 autorisant la création du pôle métropolitain entre les communautés d'agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et la communauté de communes des Alpes d'Azur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;

VU les délibérations concordantes :

- du pôle métropolitain entre les communautés d'agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et la communauté de communes des Alpes d'Azur ;
- de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis ;
- de la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins ;
- de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- de la communauté de communes Alpes d'Azur ;

approuvant la nouvelle dénomination du pôle métropolitain et ses statuts modifiés ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1er** : Le pôle métropolitain entre la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la communauté de communes des Alpes d'Azur prend la dénomination « pôle métropolitain CAP AZUR (Côte – Alpes Provence) ».

**Article 2** : Les statuts du pôle métropolitain CAP AZUR (Côte – Alpes Provence) sont modifiés tels qu'annexés au présent arrêté.

**Article 3** : La secrétaire générale de la préfecture et le président du pôle métropolitain CAP AZUR (Côte – Alpes Provence) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
DTION-G 3926



Georges-François LECLERC

**PÔLE METROPOLITAIN**

**CAP AZUR (Côte – Alpes Provence)**

**STATUTS**

Vu pour être annexé à mon  
arrêté en date du **21 SEP. 2018**

**Le Préfet des Alpes-Maritimes**  
DIRECTION-G 3926



**Georges-François LECLERC**

AR PREFECTURE

006-200039915-20180702-DELIB\_7BIS-DE  
Reçu le 03/07/2018



## STATUTS

### POLE METROPOLITAIN

### CAP AZUR



Entre les Communautés d'agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
DTION-G 3926

Georges-François LECLERC

## PREAMBULE

Les Communautés d'agglomération de Sophia Antipolis, de Cannes Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur ont souhaité travailler ensemble afin de dynamiser l'Ouest des Alpes-Maritimes, de renforcer la qualité des services publics et de rationaliser les moyens, pour réaliser des économies d'échelle pour une meilleure performance publique.

Fortes d'un bassin de vie de plus de 400 000 habitants, accueillant plusieurs millions de touristes et les plus grands décideurs du monde entier lors de grands événements internationaux, d'un tissu entrepreneurial innovant et performant, d'un vécu commun à l'Ouest des Alpes-Maritimes notamment en termes d'emplois, de développement économique, de déplacements, de gestion des déchets et de l'eau, déjà partagés dans le cadre de coopérations intercommunales, les agglomérations ont décidé d'engager une coopération renforcée et un partenariat à grande dimension.

A cet effet, il est décidé de créer un **Pôle métropolitain**.

Ledit pôle se concrétise par la mise en place de stratégies communes entre les quatre établissements publics susvisés, pour mener des actions pertinentes et cohérentes autour d'actions déléguées et définies d'intérêt métropolitain, tout en conservant les identités de chaque territoire et leur liberté d'appréciation dans la mise en œuvre de chaque action.

Les décisions et actions du Pôle métropolitain s'inscrivent dans une démarche permanente de consensus et d'équilibre entre ses membres.

### SOCLE FONDATEUR AUTOUR DE VALEURS COMMUNES POUR DES ACTIONS METROPOLITAINES PERFORMANTES ET EFFICIENTES

Le Pôle métropolitain est constitué sur le fondement de trois piliers regroupant des valeurs communes.

Il s'agit des piliers suivants :

- **Efficacité** : cette coopération doit être un outil de performance publique, une instance de prospective au service des quatre établissements pour un meilleur service public au meilleur coût, avec les moyens existants ;
- **Sobriété** : une instance à coût zéro pour les agglomérations membres. Au contraire, elle permettra de réaliser des économies d'échelles significatives et de défendre les contribuables. Aucune fiscalité nouvelle ne sera créée ;
- **Equité** : une instance qui respecte l'identité, la liberté d'appréciation et valorise les atouts de chacun des quatre établissements.

Le Président des Alpes-Maritimes  
N° 3926



Georges-François LECLERC



**UN DEFI METROPOLITAIN AUTOUR D'UN PARTENARIAT D'ACTIONS ET DE PROJETS AMBITIEUX ET INNOVANTS**

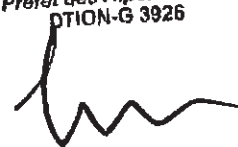
Cette coopération s'exerce sur des **actions concrètes**, en respectant l'intérêt et l'identité de **chacun des quatre établissements publics et de leurs communes membres** ainsi que leur projet de territoire.

Soucieux de contribuer à un développement harmonieux et complémentaire des territoires qui le composent, le Pôle métropolitain inscrit son action dans une **démarche de concertation permanente**.

Celui-ci aura pour objectif de mettre en place des actions communes, de **renforcer le dialogue entre les partenaires et des échanges d'expériences et de bonnes pratiques**, notamment dans les domaines de l'environnement, du développement économique, des transports au bénéfice de l'intérêt général et des habitants du territoire.

Les présents statuts permettent de contractualiser les relations à venir entre les quatre établissements publics qui en acceptent les principes fondateurs et s'engagent à les mettre en œuvre dans le respect des valeurs sus énoncées.

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
OTION-G 3926



**TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES**

**Georges-François LECLERC**

### Article 1 – Dénomination et Composition

Le Pôle métropolitain prend le nom de :

« **POLE METROPOLITAIN CAP AZUR (COTE - ALPES PROVENCE)** »

En application des dispositions de l'article L. 5731-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est composé des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) désignés ci-après :

- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
- La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- La Communauté de Communes Alpes d'Azur.

### Article 2 – Nature juridique

Le Pôle métropolitain est un syndicat mixte fermé.

Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il a donc ses propres moyens d'action.

### Article 3 – Objet

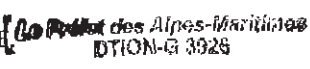
Conformément aux dispositions de l'article L. 5731-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est un établissement public ayant pour objet d'associer les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI FP) cités à l'article 1 des présents statuts.

Pour améliorer la compétitivité et l'attractivité de son territoire, ce pôle est institué autour d'actions déléguées d'intérêt métropolitain afin de promouvoir un modèle d'aménagement, de développement durable et de solidarité territoriale tout en prenant en compte les enjeux économiques et les spécificités des intercommunalités qui le composent, sans préjudice de leurs compétences ainsi que de celles de leurs communes membres.


### Article 4 – Durée

Le Pôle métropolitain est institué pour une durée illimitée.

### Article 5 – Siège

Le siège social du Pôle métropolitain est fixé 57 avenue Pierre SEMARD - 06130 GRASSE.   
Le siège administratif est fixé à l'adresse de la Présidence.

### Article 6 – Règlement intérieur

  
Georges-François LECHE  
4

Les règles d'organisation et de fonctionnement interne du Conseil métropolitain (Comité syndical) et du bureau sont fixées dans le règlement intérieur du Pôle métropolitain, adopté par le présent Conseil dans les six mois qui suivent son installation.

## **TITRE 2 – COMPETENCES**

### **Article 7 – Intérêt métropolitain**

En application de l'article L. 5731-1 du C.G.C.T., l'intérêt métropolitain des actions déléguées au Pôle métropolitain est défini par délibérations concordantes des organes délibérants des EPCI membres, qui devront se prononcer dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du Conseil métropolitain (Comité syndical).

### **Article 8 – Domaines d'actions**

Les actions du Pôle métropolitain pourront s'inscrire dans le cadre des compétences statutaires des EPCI qui composent le Pôle, notamment en matière de développement économique, d'attractivité, de mobilité, de protection et de sensibilisation environnementale, de valorisation des déchets, ou tout autre sujet qui pourrait être défini d'intérêt commun.

Un plan d'actions sera déterminé par le Conseil métropolitain (Comité syndical) puis proposé aux instances délibérantes de chaque EPCI membre du Pôle métropolitain. De même, aucune action métropolitaine ne pourra être menée sur le territoire d'un des EPCI membres du Pôle sans son accord express.

Les actions définies d'intérêt métropolitain pourront être menées sur tout ou partie du territoire du Pôle en fonction de la volonté des EPCI membres.

Le Pôle métropolitain a également pour mission de mener des réflexions communes autour d'actions et manifestations définies d'intérêt métropolitain, de favoriser la coordination, l'accompagnement et la promotion des actions mises en œuvre par ses membres dans les domaines précités.

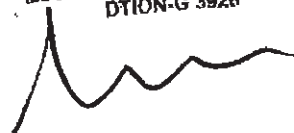
### **Article 9 – Prestations de services**

Conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1 et L. 5211-56 du C.G.C.T., le Pôle métropolitain pourra, de manière ponctuelle, dans le cadre d'une convention et dans le respect des règles de la concurrence et de la commande publique, réaliser des prestations de services, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-56 du C.G.C.T., et le cas échéant, des dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985.

Ces prestations de services pourront être réalisées pour le compte de l'un des membres du Pôle métropolitain ou pour le compte d'une collectivité non adhérente du Pôle métropolitain (collectivité territoriale, EPCI, Syndicat mixte, autre Pôle métropolitain, etc...).

### **Article 10 – Groupements de commandes**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
DTION-G 3926



Georges-François LECLERC

Des groupements de commandes pourront être constitués entre le Pôle métropolitain, ses membres ou entre ces derniers et d'autres personnes morales.

Ces groupements de commandes pourront être créés au-delà des domaines d'actions du Pôle métropolitain, dans toutes matières jugées pertinentes par les membres du Pôle métropolitain.

Ces groupements de commandes permettront de réaliser des économies d'échelle et d'améliorer la passation des procédures de marchés publics.

Ils se formaliseront par la signature d'une convention constitutive qui déterminera leurs modalités de fonctionnement avec notamment la désignation d'un coordonnateur.

### **TITRE 3 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

#### **Article 11 – Composition du Conseil métropolitain (Comité syndical)**

Le Pôle métropolitain est administré par un Conseil métropolitain (Comité syndical) institué dans les conditions prévues aux articles L. 5731-3 et L. 5711-1 du C.G.C.T., composé de délégués titulaires élus par les EPCI membres en leur sein pour la durée du mandat.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5731-3 du C.G.C.T., les modalités de répartition des sièges au sein du Conseil métropolitain (Comité syndical) tiennent compte du poids démographique de chacun des EPCI.

La répartition des sièges s'établit comme suit :

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	7 sièges
Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins	7 sièges
Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	4 sièges
Communauté de Communes Alpes d'Azur	2 sièges

Les délégués sont élus dans les conditions fixées au C.G.C.T., notamment les articles L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et suivants, et L. 5711-1.

Sont désignés, en nombre égal de titulaires, des délégués suppléants.

En l'absence d'un délégué titulaire, le délégué suppléant, dûment convoqué dans les formes et dans les délais prévus par la loi, a voix délibérative. Il pourra également accompagner, sans voix délibérative, le délégué titulaire, lorsque celui-ci est présent.

Chaque EPCI décidera si le délégué suppléant est rattaché nominativement à un délégué titulaire ou pas.

#### **Article 12 – Présidence**

La Préfet des Alpes-Maritimes  
DIRECTION G 3926

Georges-François Le Gall



Le Président est l'organe exécutif du Pôle métropolitain. Sa voix est prépondérante, en cas d'égalité de vote.

Il fixe l'ordre du jour, dirige les débats, prépare et exécute les délibérations du Conseil métropolitain (Comité syndical).

Il est ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Pôle métropolitain.

Il est le seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature en application des dispositions de l'article L. 5211-10. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Il est le chef des agents des EPCI amenés à travailler pour le Pôle métropolitain dans le cadre des actions dudit pôle.

Il est le représentant en justice du Pôle métropolitain.

Le Président est élu pour un an et ne peut exercer deux mandats consécutifs.

#### **Article 13 – Bureau métropolitain**

Le Bureau du Pôle métropolitain est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-présidents et éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres dont le nombre sera fixé par le Conseil métropolitain (Comité syndical) conformément aux articles L. 5731-3, L. 5711-1 et L. 5211-10 du C.G.C.T..

Chaque EPCI est représenté au sein du bureau métropolitain.

Le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil métropolitain (Comité syndical), dans les conditions fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T..

Le bureau se réunit sur convocation du Président. Les règles de fonctionnement du bureau sont déterminées par le règlement intérieur du Pôle métropolitain.

#### **Article 14 – Fonctionnement du Conseil métropolitain (Comité syndical)**

Le Conseil métropolitain (Comité syndical) règle par ses délibérations les questions relevant des actions déléguées et du fonctionnement du Pôle métropolitain. Il se réunit au moins une fois par trimestre, dans les conditions prévues à l'article L. 5211-11 du C.G.C.T..

Le Président convoque les membres de l'organe délibérant dans les conditions de fond et de forme prévues notamment par les articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du C.G.C.T..

#### **Article 15 – Administration du Pôle métropolitain**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
DTION-G 3926



7  
Georges-François LECLERC

L'administration du Pôle métropolitain est assurée dans le cadre d'une mutualisation gratuite de fonctionnaires territoriaux non détachés issus des EPCI.

#### **TITRE 4 – MODIFICATIONS STATUTAIRES**

##### **Article 16 – Modifications statutaires**

L'admission de nouveaux membres, l'extension, la modification d'actions déléguées, ou toute autre modification aux présents statuts, sont décidées à l'unanimité des membres qui composent le Conseil métropolitain (Comité syndical) et par délibérations concordantes des organes délibérants des EPCI membres, adoptées à la majorité des deux tiers.

##### **Article 17 – Retrait**

Le retrait d'un membre est régi selon les dispositions des articles L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du C.G.C.T..

Lorsque les biens meubles et immeubles ont été acquis ou réalisés ou lorsque la dette a été contractée postérieurement à la délégation des actions définies d'intérêt métropolitain, la répartition de ces biens ou du produit de leur réalisation ainsi que celle du solde de l'encours de la dette est fixée conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 du C.G.C.T..

##### **Article 18 – Dissolution**

En application des articles L. 5731-1 et L. 5711-1 du C.G.C.T., la dissolution du Pôle est opérée dans les conditions fixées par les articles L. 5212-33, L. 5212-34, L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du C.G.C.T..

#### **TITRE 5 – LES DISPOSITIONS FINANCIERES**

##### **Article 19 – Règles budgétaires et comptables**

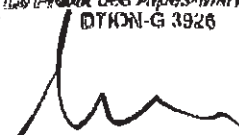
Le Pôle métropolitain pourvoit aux dépenses d'investissement et de fonctionnement nécessaires à la réalisation des missions et actions déléguées pour lesquelles il est institué.

Les règles budgétaires et comptables applicables au Pôle métropolitain sont celles des syndicats mixtes. Conformément aux articles L. 5731-3, L. 5711-1 et L. 5212-22 du C.G.C.T., copie du budget et des comptes du Pôle est adressée chaque année aux organes délibérants de ses membres.

##### **Article 20 – Ressources du Pôle métropolitain**

Les recettes du budget du Pôle métropolitain comprennent :

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
DTN-G 3926



- les contributions annuelles des membres du Pôle avec une clé de répartition calculée au prorata de la population DGF. Elles sont fixées chaque année par le Conseil métropolitain (Comité syndical) lors de l'établissement et du vote du budget (dernier chiffre connu de la population DGF au moment du vote du budget) ;
- le financement des actions métropolitaines sera assuré par chaque EPCI, conformément à une clé de répartition définie lors de la délégation de l'action ;
- ainsi que celles prévues à l'article L. 5212-19 du C.G.C.T..


L'endettement est décidé par le Pôle métropolitain en fonction du besoin d'équilibre général du budget.

Les élus siégeant au conseil du Pôle métropolitain (comité syndical) ne percevront pas d'indemnités de fonction.

#### Article 21 – Autres dispositions

Pour toutes les autres modalités d'organisation et de fonctionnement qui ne seraient pas prévues dans les présents statuts, le Pôle métropolitain est régi par les dispositions applicables aux Pôles métropolitains (articles L. 5731-1 et suivants du C.G.C.T.) et aux syndicats mixtes fermés (articles L. 5711-1 et suivants du C.G.C.T.).

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
DTON-G 3926



Georges-François LECLERC

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 17/07/2020  
Numéro : CC\_2020\_009  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Pôle Métropolitain CAP AZUR - Désignation des représentants  
Matière : 5.3 - Designation de representants  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : NlgSkbJ

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 23/07/2020  
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC\_2020\_009-DE

**Acte reçu**

Date : 17/07/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_009  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 3  
Objet : PÃfÃf?le MÃfÃfÃ,Ã@tropolitain CAP AZUR - DÃfÃfÃ,Ã@signation des reprÃfÃfÃ,Ã@sentants  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20200717-CC\_2020\_009-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20200717-CC\_2020\_009-DE-1-1\_2.PDF

N